

Considérant la loi du 21 novembre 1927 portant approbation de l'arrangement international pour la création à Paris d'un Office International des Epizooties, fait à Paris le 25 janvier 1924;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique et du Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une contribution de cent vingt-cinq mille sept cents euros (125.700 euros) à imputer à charge du crédit inscrit sur l'adresse budgétaire 25.54.03.3540.01 du budget du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement pour l'année budgétaire 2015 est allouée à l'Organisation mondiale de la santé animale à titre de contribution de l'autorité fédérale belge pour l'année 2015.

Ce montant sera versé au compte suivant :

Bank : Crédit industriel et commercial

Branch Name : CIC-O-PARIS-PRONY

Bank Code : N° 30066

Branch Code : N° 10141

Account : N° 00010308807-38

Account Name : Office International des épizooties

SWIFT : CMCFRPP

N° IBAN : FR76 3006 6101 4100 0103 0880 7 38

Art. 2. Conformément à l'article 123 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, la partie de la contribution obligatoire non utilisée dans le cadre du projet mentionné ci-dessus sera remboursée par l'OIE au service financier du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, au compte bancaire n° 679-2005917-54 en cas de remboursement à partir d'un compte bancaire en Belgique, ou au compte IBAN BE42 6792 0059 1754 ouvert auprès de la Banque de la Poste (BIC/SWIFT : PCHQBEBB) au nom de « recettes diverses » en cas de remboursement à partir d'un compte bancaire hors Belgique.

Art. 3. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

donné à Bruxelles, le 3 avril 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

Le Ministre de l'Agriculture,
W. BORSUS

Overwegende de wet van 21 november 1927 tot goedkeuring der internationale overeenkomst voor het oprichten te Parijs van een internationaal bureel der veeziekten, ondertekend te Parijs op 25 januari 1924;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en de Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bijdrage van honderd en vijfentwintig duizend zevenhonderd euro (125.700 euro) aan te rekenen op het krediet voorzien op het budgettair adres 25.54.03.3540.01 van de begroting van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2015 wordt toegekend aan de Wereldorganisatie voor de dierengezondheid als bijdrage van de Belgische federale overheid voor het jaar 2015.

Dit bedrag zal gestort worden op het volgende rekeningnummer :

Bank : Crédit industriel et commercial

Branch Name : CIC-O-PARIS-PRONY

Bank Code : N° 30066

Branch Code : N° 10141

Account : N° 00010308807-38

Account Name : Office International des épizooties

SWIFT : CMCFRPP

N° IBAN : FR76 3006 6101 4100 0103 0880 7 38

Art. 2. Overeenkomstig artikel 123 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, zal het in het kader van het hierboven vermelde project niet benutte gedeelte van de verplichte bijdrage door het OIE worden terugbetaald aan de financiële dienst van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, op het bankrekeningnummer 679-2005917-54 in geval van terugbetaling vanaf een Belgische bankrekening, bij terugbetaling vanaf een bankrekening buiten België zal deze gebeuren op de IBAN rekening BE42 6792 0059 1754 geopend bij de Bank van de Post (BIC/SWIFT : PCHQBEBB) op naam van "diverse ontvangsten".

Art. 3. De minister bevoegd voor Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 april 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

De Minister van Landbouw,
W. BORSUS

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201974]

2 AVRIL 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon précisant les critères à prendre en considération lors de l'examen des projets d'implantation commerciale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, l'article 44, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2014;

Vu le rapport d'évaluation concluant à l'absence d'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 57.092/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie du 10 février 2014;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie du 11 février 2014;

Considérant l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire du 14 février 2014;

Considérant l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 17 février 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définition*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « décret », le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales.

CHAPITRE II. — *Sous-critères de délivrance*

Section 1^{re}. — Protection du consommateur

Art. 2. Le critère relatif à la protection du consommateur visé à l'article 44, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret est précisé par les deux sous-critères suivants :

1^o favoriser la mixité commerciale;

2^o éviter le risque de rupture d'approvisionnement de proximité.

Section 2. — Protection de l'environnement urbain

Art. 3. Le critère relatif à la protection de l'environnement urbain visé à l'article 44, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret est précisé par les deux sous-critères suivants :

1^o la vérification de l'absence de rupture d'équilibre entre les différentes fonctions urbaines, telle qu'elle porterait atteinte au cadre de vie des quartiers existants ou à venir;

2^o l'insertion de l'implantation commerciale, eu égard à sa taille et au type du point de vente dans les projets locaux de développement et dans la dynamique propre du modèle urbain.

Section 3. — Politique sociale

Art. 4. Le critère relatif à la politique sociale visé à l'article 44, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret est précisé par les deux sous-critères suivants :

1^o la densité de l'emploi;

2^o la qualité et la durabilité de l'emploi.

Section 4. — Contribution à une mobilité plus durable

Art. 5. Le critère relatif à la contribution à une mobilité plus durable visé à l'article 44, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret est précisé par les deux sous-critères suivants :

1^o la mobilité durable;

2^o l'accessibilité sans charge spécifique pour la collectivité.

CHAPITRE III. — *Outils d'aide à la décision*

Art. 6. Le logiciel informatique « LOGIC » est l'outil d'aide à la décision tel que visé à l'article 44, alinéa 2, du décret.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2015.

Art. 8. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 avril 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie,
de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201974]

**2. APRIL 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Kriterien,
die bei der Untersuchung der Projekte der Handelsniederlassungen zu berücksichtigen sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen, Artikel 44, Absatz 2;

Aufgrund des am 12. Dezember 2013 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Januar 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des gemäß Artikel 3, 2^o des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Bewertungsberichts, der schlussfolgert, dass der vorliegende Erlass keine Auswirkungen auf die jeweilige Lage von Männern und Frauen hat;

Aufgrund des am 9. März 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2^o, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.092/2;

Aufgrund des am 10. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region;

Aufgrund des am 11. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);

Aufgrund des am 14. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der "Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung);

Aufgrund des am 17. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Dekret" das Dekret vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen.

KAPITEL II — *Unterkriterien für die Erteilung***Abschnitt 1 — Verbraucherschutz**

Art. 2 - Das in Artikel 44, Absatz 1, 1^o des Dekrets erwähnte Kriterium des Verbraucherschutzes wird durch die folgenden zwei Unterkriterien näher bestimmt:

1^o Förderung der Mischung der Gewerbe;

2^o Vermeidung des Risikos einer Unterbrechung der Nahversorgung.

Abschnitt 2 — Schutz der städtischen Umwelt

Art. 3 - Das in Artikel 44, Absatz 1, 2^o des Dekrets erwähnte Kriterium des Schutzes der städtischen Umwelt wird durch die folgenden zwei Unterkriterien näher bestimmt:

1^o Überprüfung, dass keine Unterbrechung des Gleichgewichts zwischen den verschiedenen städtischen Funktionen, die das Lebensumfeld in den bestehenden oder zukünftigen Vierteln benachteiligen würde, stattfindet;

2^o die Eingliederung der Handelsniederlassung angesichts deren Größe und der Art der Verkaufsstelle in die lokalen Entwicklungsprojekte und die Eigendynamik des Stadtmodells.

Abschnitt 3 — Sozialpolitik

Art. 4 - Das in Artikel 44, Absatz 1, 3^o des Dekrets erwähnte Kriterium der Sozialpolitik wird durch die folgenden zwei Unterkriterien näher bestimmt:

1^o die Beschäftigungsdichte;

2^o die Qualität und Nachhaltigkeit der Beschäftigung.

Abschnitt 4 — Beitrag zu einer nachhaltigeren Mobilität.

Art. 5 - Das in Artikel 44, Abschnitt 1, 4^o des Dekrets erwähnte Kriterium des Beitrags zu einer nachhaltigeren Mobilität wird durch die folgenden zwei Unterkriterien näher bestimmt:

1^o die nachhaltige Mobilität;

2^o die Zugänglichkeit ohne spezifische Last für die Gemeinschaft.

KAPITEL III — *Hilfswerkzeug zur Entscheidungsfindung*

Art. 6 - Die EDV-Software "LOGIC" ist das in Artikel 44, Absatz 2 des Dekrets genannte Hilfswerkzeug zur Entscheidungsfindung.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2015 in Kraft.

Art. 8 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 2. April 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie,
Innovation und digitale Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung,
Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[2015/201974]

**2 APRIL 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de criteria
die bij het onderzoek van de handelsvestigingsprojecten in overweging genomen moeten worden**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen, artikel 44, lid 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 december 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 januari 2014;

Gelet op het evaluatierapport waarin vastgesteld wordt dat dit besluit geen weerslag heeft op de respectievelijke toestand van mannen en vrouwen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 57.092/2 van de Raad van State, gegeven op 9 maart 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische Raad van Wallonië), gegeven op 10 februari 2014;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de steden en gemeenten van Wallonië) van 11 februari 2014;

Gelet op het advies van de « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke commissie ruimtelijke ordening), gegeven op 14 februari 2014;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest) van 17 februari 2014;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « decreet » het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen.

HOOFDSTUK II. — *Subcriteria inzake afgifte*

Afdeling 1. — Bescherming van de consument

Art. 2. Het criterium betreffende de bescherming van de consument, zoals bedoeld in artikel 44, lid 1, 1°, van het decreet, wordt bepaald door de twee volgende subcriteria :

1° de commerciële gemengdheid bevorderen;

2° het risico van buurtbevoorradingsonderbreking voorkomen.

Afdeling 2 - Bescherming van het stedelijk leefmilieu

Art. 3. Het criterium betreffende de bescherming van het stedelijk leefmilieu, zoals bedoeld in artikel 44, lid 1, 2°, van het decreet, wordt bepaald door de twee volgende subcriteria :

1° nagaan of er geen onderbreking is van het evenwicht tussen de verschillende stedelijke functies, wat nadelig zou zijn voor het levenskader van de bestaande of toekomstige wijken;

2° de opneming van de handelsvestiging in de plaatselijke ontwikkelingsprojecten en in de eigen dynamiek van het stedelijk model, rekening houdend met haar omvang en met het type verkooppunt.

Afdeling 3. — Sociaal beleid

Art. 4. Het criterium betreffende het sociaal beleid, zoals bedoeld in artikel 44, lid 1, 3°, van het decreet, wordt bepaald door de twee volgende subcriteria :

1° de werkgelegenheidsdichtheid;

2° de kwaliteit en de duurzaamheid van de werkgelegenheid.

Afdeling 4. — Bijdrage tot een duurzamere mobiliteit

Art. 5. Het criterium betreffende de bijdrage tot een duurzamere mobiliteit, zoals bedoeld in artikel 44, lid 1, 4°, van het decreet, wordt bepaald door de twee volgende subcriteria :

1° de duurzame mobiliteit;

2° de toegankelijkheid zonder specifieke lasten voor de collectiviteit.

HOOFDSTUK III. — Hulpmiddelen bij de besluitvorming

Art. 6. De software « LOGIC » is het hulpmiddel bij de besluitvorming, zoals bedoeld in artikel 44, lid 2, van het decreet.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2015.

Art. 8. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 april 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Economie,
Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening,
Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201975]

2 AVRIL 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la composition et au fonctionnement de l'Observatoire du Commerce et de la Commission de recours des implantations commerciales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, les articles 4, § 1^{er}, 6 et 9;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2014;

Vu le rapport d'évaluation concluant à l'absence d'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 57.099/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie du 10 février 2014;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie du 11 février 2014;

Considérant l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire du 14 février 2014;

Considérant l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 17 février 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « décret » : le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

2° « Commission de recours » : l'organe créé par l'article 7 du décret;

3° « Ministre » : le Ministre de l'Economie;

4° « Observatoire du Commerce » : l'instance instituée par l'article 2, § 1^{er}, du décret.

CHAPITRE II. — Observatoire du Commerce**Section 1^{re}. — Composition et siège**

Art. 2. L'Observatoire du Commerce est composé de treize membres effectifs, à savoir :

1° la représentation des instances consultatives suivantes :

i. Conseil économique et social de Wallonie;

ii. Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable;

iii. Conseil supérieur du Logement;

iv. Commission consultative du transport et de la mobilité;

2° un représentant de l'administration des implantations commerciales;

3° deux experts indépendants pour chacun des quatre critères mentionnés à l'article 44 du décret;

Le Ministre désigne les membres de l'Observatoire du Commerce, sur proposition du Conseil économique et social de Wallonie.